

## RÉFORME DES MARCHÉS PUBLICS

Simplification et modernisation des marchés de travaux : ce qui change pour vous en 2016

06/10/2015 - PARIS

### Pourquoi participer à cet événement

- Bénéficier du décryptage de la réforme des marchés publics par la Direction des affaires juridiques de Bercy
- Connaître et savoir mettre en œuvre les nouvelles règles applicables aux marchés publics de travaux
- Débattre des enjeux de la réforme avec les acteurs du secteur

Journée animée par Sophie d'AUZON et Bénédicte RALLU, journalistes au « Moniteur des Travaux publics et du Bâtiment » et Sandrine DYCKMANS, journaliste à achatpublic.info.

### ALLOCUTION D'OUVERTURE Vers un nouveau droit des marchés publics unique et simplifié

- Le calendrier de la réforme et de sa mise en œuvre
- Simplification et modernisation : les fils directeurs de la réforme des marchés publics
- Les principales nouveautés impactant les acteurs de la construction

### Marchés classiques, marchés globaux : le nouveau visage de la commande publique

#### TÉMOIGNAGE Le décryptage de l'expert

- GENERALISATION DE L'ALLOTISSEMENT :
  - Les modalités d'extension de l'obligation
- LES CONTRATS GLOBAUX PRENNENT DE L'AMPLEUR :
  - Marchés publics de conception-réalisation, marchés publics globaux de performance, marchés publics globaux sectoriels : à quels besoins répond le développement des contrats globaux, quelles sont les modalités de recours, comment les utiliser
  - Quelle répartition des rôles et des responsabilités entre maîtrise d'ouvrage publique et maîtrise d'œuvre au sein des contrats globaux
- LES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE RENOVES :
  - Absence de seuil plancher : quel risque que le marché de partenariat perde son caractère d'outil dérogatoire de la commande publique
  - Quels critères pour justifier le recours au marché de partenariat
  - BEA, AOT, PPP, BEH... : dans quelle mesure le contrat de partenariat s'adapte-il à tous les projets couverts par ces formes contractuelles
  - Choix de la maîtrise d'œuvre : quels gages de respect de la mise en concurrence et de la transparence

### Pause

#### TABLE RONDE Que reste-t-il de la loi MOP ?

- Dans quelle mesure les contrats globaux remettent-ils en question la loi MOP
- Quels sont les avantages et spécificités de la loi MOP par rapport aux contrats globaux

- Doit-on envisager de réécrire la loi MOP

---

## Une simplification des candidatures

### TÉMOIGNAGE Les enjeux de l'harmonisation communautaire et de la dématérialisation des candidatures

- Les nouvelles règles applicables aux candidatures
- DUME : où en est-on ? L'harmonisation est-elle forcément synonyme de simplification ?
- Généralisation de la dématérialisation à l'horizon 2018

---

## Marché Public Simplifié (MPS): retour sur un dispositif novateur

- Quel bilan 19 mois après le début de l'expérimentation ? Quels objectifs pour 2015-2016 ?

---

## Déjeuner

## Une évolution des procédures de passation

### TABLE RONDE Le coût global du bâtiment comme critère de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse

- Quel est l'intérêt de réfléchir en coût global
- Quels sont les méthodes et outils disponibles pour chiffrer le coût global d'un bâtiment tout au long de son cycle de vie
- Coût financier, temps consacré, fractionnement des modes d'organisation... : comment contourner les obstacles éventuels à la prise en compte du coût global dans l'analyse des offres et conserver la compétitivité des opérateurs économiques

---

### TABLE RONDE La procédure négociée érigée en procédure de droit commun

- Dans quels cas et à quelles conditions peut-on recourir à la procédure négociée
- Quels sont les avantages de la procédure négociée pour les acheteurs publics ? pour les opérateurs économiques ?
- Les clés pour réussir sa négociation

---

## Un encadrement plus rigide des modalités d'exécution

## Des avenants plus encadrés

- A qui profite l'encadrement des avenants
- Incertitude des travaux : quelles solutions pour éviter les situations de bouleversement de l'économie du contrat
- Quelles sont les sanctions encourues en cas d'illégalité d'un avenant

---

## Avec la présence exceptionnelle de

- MAiA\* Jean, Directeur des affaires juridiques du Ministère de l'économie, \*SOUS RÉSERVE
- PEYRICAL Jean-Marc, Avocat associé et Président, ASSOCIATION POUR L'ACHAT DANS LES SERVICES PUBLICS (APASP)
- ROMON Christian, Secrétaire Général, MISSION INTERMINISTÉRIELLE POUR LA QUALITÉ DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

---

## Qui participe à cet événement

- Maîtrise d'œuvre (architectes, bureaux d'études)
- Entreprises de la construction
- Maîtrise d'ouvrage publique (Etat, établissements publics, collectivités territoriales, établissements publics locaux, bailleurs sociaux, hôpitaux)
- Cabinets d'avocats

